



Paris, le 25 mai 2021.

M. le Président,

Comme vous le savez, Solidaires Finances Publiques Paris siège dans les Comités Techniques locaux (CTL) car nous ne désespérons jamais, au-delà de l'information que nous venons chercher pour les personnels, de parvenir à véritablement y faire modifier les projets à l'ordre du jour.

En effet, pour nous, être élu.es du personnel consiste à relayer les attentes d'informations des agentes et des agents, leurs expressions, leurs colères, mais aussi leurs revendications et leurs aspirations à véritablement disposer de bonnes conditions et outils de travail nécessaires à l'exercice de leurs missions. Mais également leur volonté à travers leurs élu.es du personnel à être entendu.es par une direction de plus en plus éloignée de la réalité de leur quotidien.

Nous considérons qu'il est de notre devoir de tenter inlassablement de mettre la direction en face des effets néfastes de ses projets ou de souligner le décalage manifeste des mesures mises en œuvre avec les réalités concrètes des agent.es en première ligne, face aux difficultés lourdes d'exercice des missions, face aux attentes toujours plus fortes des usager.es.

Lorsque vous avez pris vos fonctions de DRFIP 75, vous prôniez, M. Mariel, un dialogue social « dense et régulier ». Pour vous, le dialogue social devait être apaisé et respectueux et selon vous « un bon dialogue social devait être un dialogue social confiant ».

Force est de constater que depuis, le dialogue social à la DRFIP 75, s'est beaucoup dégradé. Plus que jamais, les comités techniques locaux sont de simples « chambres d'enregistrement ». En effet, vous n'avez jamais pris en compte, depuis votre arrivée, sur l'ensemble des sujets abordés, les demandes des représentantes et représentants du personnel même celles sur lesquelles vous aviez le pouvoir d'agir sans vous cacher derrière les décisions gouvernementales et de la Direction Générale.

Et depuis quelques mois la situation ne cesse de se dégrader. Le mépris de la direction face à nos revendications, nos demandes n'a jamais été aussi grand. Vous pensez que nous exagérons ? Prenons donc quelques exemples pour illustrer nos propos :

- Face à notre alerte sur la situation catastrophique de l'agente contractuelle s'occupant des Quitus... Votre seule réponse a été de nous dire que tout était sous contrôle. Il aura fallu le mécontentement de certains usager.es pour que vous réagissiez.
- Depuis des mois nous attirons votre attention sur les difficultés croissantes

rencontrées par les vérificateurs et vérificatrices à faire face de front au traitement des fonds de solidarité (FDS) et à l'accomplissement du programme de contrôle fiscal. Certes, à chaque fois, vous saluez l'adaptabilité des vérificateurs et des vérificatrices mais vous refusez toujours de moduler leurs objectifs :

– Quand on vous demande d'accorder une autorisation d'absence exceptionnelle en pleine crise sanitaire aux agentes et agents de l'enregistrement suite à la maintenance de leur application Fidji, vous refusez sous prétexte qu'il y a du classement à faire ou que le personnel concerné peut prendre une journée de congés :

– Lorsque nous vous demandons d'informer en toute transparence les agentes et les agents des sites où de nombreux cas de Covid sont avérés pour rassurer les personnels : c'est non !

– Lorsque nous vous demandons une totale transparence pour connaître les mouvements d'affectations locales comme la liste des postes gelés ou le tableau des entrées et des sorties suite aux mouvements de mutations: c'est toujours non !

– Lorsque nous vous demandons de consulter réellement les agentes et agents concernés par les restructurations incessantes de nos services, car ils sont les mieux placés pour parler de leur organisation de travail, vous vous contentez de nous dire qu'ils et qu'elles ont été informé·es.

Malheureusement les exemples de ce type sont de plus en plus nombreux. Et pour tout vous dire, Monsieur le président, votre refus de mettre à l'ordre du jour de ce CTL, les déménagements/aménagements anticipés que vous êtes en train de finaliser sans prendre en compte les demandes des agentes et des agents est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. C'est l'exemple même que la direction parisienne ne cherche même plus à faire semblant d'écouter les propositions des agentes et agents concernés. Votre politique est claire : vous décidez et nous n'avons qu'à obéir.

Vous aurez sans doute compris, M. le Président que nous ne resterons pas à ce CTL, simulacre de dialogue social, simulacre d'écoute et simulacre d'échanges.

Mais avant de partir, Solidaires Finances Publiques tient à vous mettre en garde : les 15 % de grévistes tant au niveau national que local du 10 mai dernier, doivent vous alerter et cette journée de grève malgré le contexte de pandémie, envoie des messages clairs et en particulier celui du refus de l'éloignement avec les usagers et du refus des conditions de travail plus que dégradées.